

JUDO

LE DOCTEUR BENDJEMAÛ ALI, PRÉSIDENT
DE LA FAJ SE CONFIE AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Nos détracteurs ont échoué»

Le président de la Fédération algérienne de judo, le Dr Bendjemaû Ali, revient dans cette interview sur le parcours des judokas algériens aux Jeux méditerranéens de Pescara. Il en profite pour aborder d'autres sujets liés à sa structure et au mouvement sportif algérien.

Le Soir d'Algérie : quels sont les premiers enseignements tirés du tournoi de Pescara ?

Bendjemaû Ali : Je dois dire que sur le plan des résultats, je suis satisfait. Et pour cause, d'abord, nous avons été perturbés, au lendemain des élections, ce qui nous a coûté un retard d'un mois dans la préparation. Ensuite, nous avons pris la courageuse décision d'injecter de jeunes espoirs au niveau de cette compétition. Voilà deux paramètres qui me font analyser la situation d'une façon objective. Aussi, je peux dire que vu le niveau technique à l'échelle Bassin méditerranéen, avec la présence de champions olympiques, notamment les Français, les Italiens et les Espagnols, je suis satisfait.

Est-ce que vous vous attendiez à ces résultats, avant ces jeux ?

Vous savez, prendre la courageuse décision de rajeunir et de procéder à un petit changement de l'équipe n'est pas facile. En effet, la situation prévalant en cette période au sein de l'équipe m'a poussé à appréhender ces jeux. Heureusement que des athlètes de talent se sont donnés à fond pour décrocher une place sur le podium.

Parlez-nous de l'affaire Bouhadou-Souakria ?

Durant le renouvellement de notre fédération, nos athlètes ont été malheureusement perturbés dans leur préparation. Cela n'est pas dans l'intérêt de nos équipes nationales. On a essayé de les déstabiliser. Je ne jette pas la pierre aux athlètes car je les comprends très bien. Je dirai que certaines personnes ont dépassé les limites et normalement, l'instance devrait prendre des dispositions vis-à-vis de ces personnes. Il est impensable que l'on puisse mélanger les élections, qui restent un événement technique, et les équipes nationales. Dieu merci, la situation aurait pu être pire avec des résultats catastrophiques aux championnats d'Afrique et aux Jeux méditerranéens. Heureusement que les entraîneurs nationaux ont maîtrisé la situation et mis les athlètes à l'abri de cette crise en leur permettant de ne se concentrer que sur la compétition.

Restons sur cette crise larvée pour évoquer le cas de Soraya Hadad.

Il ne faut pas que le cas de cette athlète soit le point nodal



Photos : DR

du judo national et focalise toute notre attention. Il faut que les choses s'inscrivent à leur juste valeur. Pour moi, Soraya est une grande athlète qui a des chances d'aller encore plus loin dans la hiérarchie mondiale. Seulement, il ne faut pas qu'un cas soit plus important qu'un intérêt national. Les portes de la Fédération lui sont toujours ouvertes et elle aura tous les moyens pour se préparer convenablement. Soraya doit, comme nous tous, penser à sa nation et ensuite à sa personne. Il y a une fédération avec des statuts et un règlement intérieur ; il y a des devoirs et des responsabilités. Que chacun, qu'il soit président de la fédération, membre fédéral, technicien et athlète s'inscrive dans son cadre spécifique. Jusqu'à preuve du contraire, la DTN propose les entraîneurs, le bureau fédéral approuve et le président signe les décisions. Nous ne pouvons pas changer cet ordre des faits car les conséquences seront graves. Je peux citer quelques cas où des présidents de fédération ont lâché sur le sujet face à des athlètes qui ont voulu imposer leurs idées. Des personnes en souffrent de tels agissements. Le comble est que des athlètes ont imposé leurs parents. Et ce fait n'est pas sérieux dans le sport de haut niveau. Nous, nous résisterons pour ne pas tomber dans le même piège.

Qu'en est-il de la politique instaurée par la nouvelle équipe fédérale ?

Nous commençons par élargir la pratique du judo sur tout le territoire national avec la création de nouveaux pôles de développement. Pour cela, il y aura la restructuration des ligues régionales et leur classe-

ment selon leur importance. A partir de là, nous inscrirons à chaque palier un plan de développement. Ensuite, nous allons structurer nos équipes de jeunes catégories à moyen terme car elles représentent la relève des seniors.

Sur le plan organisationnel, nous intégrerons d'autres modules pour une meilleure maîtrise des compétitions nationales. En relation, l'arbitrage sera sérieusement pris en charge et nous tenterons de relever le niveau technique car il est important. Un autre axe concerne la formation des entraîneurs et des organisateurs sportifs.

Quels sont les moyens mis en pratique pour réaliser cette politique ?

C'est vrai que je suis conscient de l'importance de ces moyens. Nous soumettrons notre plan d'actions à qui de droit. Je pense que ce plan est réalisable mais jamais à 100%. Si nous concrétisons la moitié de ce programme, j'en serai content. Plus concrètement, le plan sera matérialisé en fonction de nos moyens. C'est vrai que l'argent et les moyens humains sont très importants pour la réalisation d'un projet. Au fur et à mesure de son application, nous tenterons de palier toute insuffisance dans sa réalisation.

Quelles sont les prochaines échéances ?

Les seniors hommes et dames préparent le Championnat du monde en Hollande. Seuls les athlètes aptes et se rapprochant du niveau mondial participeront à cette compétition. C'est cela notre politique. Je pense que Benyekhlef, qui tente de revenir à sa catégorie, a des chances dans cette grande compétition.

Deux ou trois autres athlètes pourraient y émerger. Les juniors participeront d'abord au championnat d'Afrique, prochainement à Oujda, au Maroc puis iront au Mondial de Grèce, un mois après. Les cadets, quant à eux, ont un calendrier chargé. D'abord, ils disputeront le championnat maghrébin au début du mois d'août prochain, puis le Mondial. Cette compétition servira de sélection pour les Jeux mondiaux de la jeunesse de 2010 à Singapour.

Il y a eu aussi cette perturbation liée au Comité olympique algérien ?

A cette période, j'avais déclaré qu'il n'y avait aucun problème entre notre Fédération et la Fédération internationale de judo (FIJ). Cependant, les responsables du COA voulaient que notre Fédération justifie sa position vis-à-vis des instances internationales. Cette situation nous a aussi perturbés dans la préparation. Le COA n'avait pas raison car la réalité est toute autre depuis la venue du président de la FIJ qui nous a conforté dans notre position avec en prime la prochaine implantation d'un Centre olympique de judo en Algérie. Tout ceci pour démontrer la volonté du COA d'alors d'exclure le judo du mouvement sportif algérien. Que chacun prenne ses responsabilités et je souhaite que les gens fassent la différence entre l'intérêt national et le reste.

Comment voyez-vous l'avenir de cette instance avec l'intervention «musclée» du CIO ?

Pour rappel, nous n'avons pas cautionné les élections organisées par l'ancienne équipe partante car elle ne l'a pas été dans des conditions claires. Il y avait beaucoup de zones d'ombre. Le CIO a pris tout son temps pour bien analyser la situation. Il faut reconnaître que ses responsables ont une vision profonde et maîtrisée de la charte olympique. Aussi, la feuille de route du CIO comporte, entre autres, les modalités d'élection, la composante du COA. Le CIO n'a pas fait d'intervention musclée mais il a tenu à apaiser la situation et trouver un terrain d'entente entre l'ancienne équipe partante et les nouvelles fédérations. Celles-ci ont exprimé leur volonté pour procéder à des élections propres avec un prolongement sain pour le sport et la jeunesse algérienne. Je pense que l'issue ne sera que légale. Avec la garantie du CIO, Nous, fédérations réfractaires à l'ancienne équipe partante, avons pris le temps d'analyser la situation, de l'assainir et d'aller vers des élections qui soient correctes et efficaces. Avec un bon démarrage, nous travaillerons pendant quatre ans dans la clarté et la sérénité.

Propos recueillis par Ouahid Karimi

CYCLISME

TOUR DE FRANCE

Landaluze et Serrano
déclarés positifs

Deux coureurs espagnols, Inigo Landaluze et Ricardo Serrano, qui ne participent pas au Tour de France, ont été déclarés positifs à l'EPO Cera, a annoncé hier l'Union cycliste internationale (UCI).

Les deux coureurs ont été suspendus à titre provisoire. Landaluze a été déclaré positif à deux reprises, le 7 juin pendant le Dauphiné, et le 16 juin, lors d'un contrôle hors compétition. Serrano l'a été, pour sa part, le 13 juin pendant le Tour de Suisse. «De la Cera a également été trouvée dans un échantillon de sang prélevé sur M. Serrano lors d'un contrôle pré-compétition, effectué avant tout dans le cadre du passeport biologique, avant le Tour d'Italie, le 7 mai 2009», a précisé l'UCI. Les deux coureurs sont suspendus jusqu'à la décision de la Fédération espagnole, qui doit ouvrir une procédure disciplinaire à leur encontre. «Les deux coureurs ont le droit de demander l'analyse de leur échantillon B et d'y assister», a ajouté.

Armstrong réagit aux
propos de la ministre
française des Sports

L'Américain Lance Armstrong a réagi vigoureusement hier aux propos de la ministre française des Sports Roselyne Bachelot, qui avait évoqué un «retard» de l'UCI samedi dernier lors d'un contrôle antidopage de l'équipe Astana d'Armstrong et Alberto Contador. «Trop c'est trop», a déclaré le septuple vainqueur du Tour. «Cette équipe existe depuis longtemps et nous n'avons jamais eu de contrôle positif», a-t-il ajouté. «Je trouve cela ridicule. C'est le Tour de France et on ne peut pas réveiller des coureurs à 6h du matin le jour d'une étape de montagne», a estimé Armstrong.



«Tout ce que je sais de ce qui s'est passé, c'est que quand ils ont frappé à ma porte, je suis descendu et j'ai donné mon sang», a affirmé Armstrong. Jeudi dernier, Roselyne Bachelot avait rappelé à l'Union cycliste internationale (UCI) ses devoirs de rapidité pour exécuter les contrôles. «Je veux rappeler chacun à ses responsabilités, et qu'en particulier le regrettable incident qui s'est produit samedi dernier où il y a eu un certain retard à l'allumage de la part de l'UCI lors du contrôle de l'équipe Astana ne doit plus se reproduire pour qu'il n'y ait aucun risque de contestation», avait elle dit. Lundi dernier, Pierre Bordry, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), avait de son côté évoqué la «complaisance» des inspecteurs de l'UCI chargés de superviser les contrôles antidopage.

Selon plusieurs médias, l'encadrement de l'équipe Astana aurait fait patienter une heure les inspecteurs de l'UCI venus contrôler les coureurs au matin de la 11^e étape, Andorre-la-Vieille - Saint-Girons.